

**Arrêté n° 514-DDPP-25 portant prescriptions complémentaires  
Société SOFIDEL France à ROANNE**

**La préfète de la Loire**

**Vu** le code de l'environnement et notamment ses titres 1<sup>er</sup> du livre II et 1<sup>er</sup> du livre V ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 10/09/20 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2430 (Préparation de la pâte à papier à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3610a), 3610a (Fabrication, dans des installations industrielles, de pâte à papier à partir du bois ou d'autres matières fibreuses) et 3610b (Fabrication, dans des installations industrielles, de papier ou carton, avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** le décret du 31 juillet 2025 nommant madame Muriel NGUYEN, préfète de la Loire ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2025-255 SAT portant délégation de signature à Monsieur Pierre Cabridenc, directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2025 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°96-DDPP-17 du 10 mars 2017 autorisant la société Sofidel France SAS dont le siège social est situé Ban La Dame 54 390 FROUARD, à exploiter au 112 rue de Matel 42300 ROANNE, une installation de fabrication et de transformation de ouate de cellulose ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°17-DDPP-18 du 19 janvier 2018 apportant des corrections à la rédaction de l'arrêté préfectoral n°96-DDPP-17 du 10 mars 2017 ;

**Vu** le dossier de porter à connaissance transmis à l'inspection des installations classées par courrier électronique le 24 janvier 2025 relatif à un projet de déconnexion des eaux pluviales de toiture ;

**Vu** le dossier de porter à connaissance transmis à l'inspection des installations classées par courrier électronique le 29 janvier 2025 relatif à la rénovation de la machine à papier ;

**Vu** le rapport et les propositions de Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes en date du 9 octobre 2025 ;

**Vu** le projet d'arrêté complémentaire porté le 22 octobre 2025 à la connaissance du demandeur ;

**Vu** l'absence d'observation présentée par le demandeur sur ce projet d'arrêté ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions complémentaires à la société Sofidel afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement conformément aux dispositions des articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement ;

**APRÈS** communication à l'exploitant du projet d'arrêté

**Sur proposition** du directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;

## **ARRETE**

### **TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

#### **CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION**

##### **Article 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation**

La société Sofidel France SAS dont le siège social est situé Ban La Dame 54 390 FROUARD est tenue de respecter dispositions du présent arrêté préfectoral pour les installations qu'elle exploite au 112 rue de Matel 42300 ROANNE.

##### **Article 1.1.2 Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs**

Les prescriptions du présent arrêté complètent et modifient les dispositions techniques de l'arrêté préfectoral n°96-DDPP-17 du 10 mars 2017 et de l'arrêté préfectoral complémentaire n°17-DDPP-18 du 19 janvier 2018 dans les conditions suivantes :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications, référence des articles correspondant du présent arrêté
arrêté préfectoral n°96-DDPP-17 du 10 mars 2017	1.2.1	Mise à jour pour prendre en compte la modification des installations de combustion (remplacement des hottes de séchage),
	3.2.2	Mise à jour de la liste des points de rejets, prise en compte de points de rejets poussières existants,
	3.2.3	Mise à jour des valeurs limites d'émission pour les rejets atmosphériques,
	10.2.1	Mise à jour de la fréquence de surveillance des rejets atmosphériques,
	4.1.1	Modification pour prendre en compte la réutilisation des eaux pluviales,
	4.1.3	Modification pour imposer la mise en œuvre d'un PSH,
	4.3.5	Mise à jour pour prendre en compte la modification du réseau d'eaux pluviales,



## CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

### Article 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2017 sont remplacées par :

Rubrique	Régime A, E, D, DC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
3610.b	A	<b>Fabrication</b> , dans des installations industrielles, de : b) <b>Papier</b> ou carton, avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour	Fabrication de bobines de ouate de cellulose à partir de pâte à papier (1)	100 t/j
2445-1	E	<b>Transformation du papier</b> , carton La capacité de production étant : 1) supérieure à 20 t/j	Transformation de ouate de cellulose pour la fabrication de rouleaux essuie-tout et papier hygiénique	250 t/j
1530-1	E	« Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 et des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieur à 20 000 m <sup>3</sup>	Bâtiments "produits finis" : 37 500 m <sup>3</sup> Dépôts de papier et de pâte à papier : 70 000 m <sup>3</sup> maxi	107 500 m <sup>3</sup>
1532-2b	D	« <b>Bois ou matériaux combustibles analogues</b> , y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 ( <b>stockage de</b> ), à l'exception des établissements recevant du public : 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup>	Bâtiment 4 Stockage de palettes	5 000 m <sup>3</sup>
2450-Bb	D	<b>Imprimeries</b> ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. utilisant une forme imprimante : B. Autres procédés, y compris les techniques offset non visées en A. si la quantité d'encre consommée est : b) Supérieure à 100 kg/j, mais inférieure ou égale à 400 kg/j	Impression par tampon rotatif sur bobine de ouate de cellulose et rouleaux d'essuie-tout	115 kg/j
2910-A2	DC	<b>Combustion</b> à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du <b>gaz naturel</b> ... si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Chaudière production vapeur au gaz naturel : 6 MW Chaudière production eau chaude au gaz naturel : 1,664 MW. Chaudière bureaux : 0,207 MW Groupes électrogène et 3 moteurs diesel pour le sprinklage : 1,017 MW <u>Pour mémoire :</u> 2 brûleurs gaz naturel MAO des hottes	8,9 MW

			de séchage de la machine à papier: 2 x 2,5 MW Installation de type « sécheur direct » ne relevant pas de la rubrique 2910	
2925-1	D	<b>Accumulateurs électriques (ateliers de charge d').</b> 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW		560 kW
2663	NC	« Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 : 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 1000 m³	Stockage de film plastique en polyéthylène	300 m³

A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE)

NC non classé

(1) : La matière première est constituée de balles de celluloses, la cellulose provient uniquement de fibres de bois. Aucun papier recyclé n'est mis en œuvre dans le procédé.

Nota : la quantité totale de matières combustibles, autres que celles relevant de la rubrique 1530 (rubrique principale de stockage) est inférieure à 500 tonnes. Les installations ne relèvent pas de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées.

Au sens de l'article R 515-61, la rubrique principale du site est la rubrique 3610 relative à la fabrication dans des installations industrielles, de papier ou carton et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives au BREF PP « Industrie papetière ».

## TITRE 2 PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

### CHAPITRE 2.1 CONDITIONS DE REJETS

#### Article 2.1.1 Conduits et installations raccordées / conditions générales de rejets

Les dispositions de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2017 sont remplacées par :

N° de conduit	Installations raccordées	Hauteur (m)	Dimension ou diamètre (cm)	Débit nominal en Nm³/h	Vitesse mini d'éjection en m/s	Autres caractéristiques
1	Chaudière MAO (STEAMBLOC)	13,5	600	5000	5	Gaz naturel
2	Chaudière eau chaude (FERROLI)	15,5	450	2700	5	Gaz naturel
3	Chaudière bureaux	7,5	250	/	5	Gaz naturel
4	Hotte sèche MAO	16	600	7000	8	Gaz naturel
5	Hotte humide MAO	16	600	6700	8	Gaz naturel
6	5 conduits dépoussiérage atelier « converting »	6	800	35000	8	Filtres à manche
7	Conduit dépoussiérage atelier « papeterie »	15	1400	45000	8	Épuration par lavage à l'eau

### Article 2.1.2 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques :

Les dispositions de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2017 sont remplacées par :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) . Ces valeurs limites sont rapportées à une teneur en oxygène, dans les gaz résiduels secs, précisée dans le tableau ci-dessous.

Concentrations en mg/Nm <sup>3</sup>	Conduits n° 1 à 2	Conduits n° 4 et 5	Conduits 6	Conduit 7
Teneur en oxygène dans les gaz résiduels secs	3 %	/	/	/
Poussières	/	100**	5	5
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	150 *	100	/	/
CO	100	100	/	/

(\* : Les installations de combustion ont été mises en service avant le 01/01/2014, Cf AM 2910)

(\*\* : Le flux horaire total des émissions de poussières est inférieur à 1 kg/h)

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

#### Dispositions particulières :

L'exploitant n'exerce aucune activité mettant en œuvre des solvants ou des encres susceptibles d'être à l'origine d'émission de COV NM.

L'utilisation de substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées les mentions de danger suivantes est interdite :

- substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351,
- composés organiques volatils visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié,

L'utilisation de substances ou mélanges susceptibles d'être à l'origine d'émissions des composés suivants est interdite :

- chlorure d'hydrogène et autres composés inorganiques gazeux du chlore,
- cadmium, mercure et thallium, et leurs composés,
- arsenic, sélénium et tellure, et leurs composés,
- antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, plomb, vanadium et zinc, et leurs composés.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces polluants par l'installation.

### Article 2.1.3 Autosurveillance des émissions atmosphériques

Les dispositions de l'article 10.2.1 de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2017 sont remplacées par :



L'exploitant assure une surveillance des rejets atmosphériques dans les conditions définies ci-après :

Concentrations en mg/Nm <sup>3</sup>	Conduits n° 1 à 2	Conduits n°4 et 5	Conduits 6*	Conduit 7
Débit	tous les 2 ans	annuelle	annuelle	annuelle
Teneur en oxygène dans les gaz résiduaux secs	tous les 2 ans	annuelle	annuelle	annuelle
Poussières	/	annuelle	annuelle	annuelle
NO <sub>x</sub>	tous les 2 ans	annuelle	/	/
CO	tous les 2 ans	annuelle	/	/

(\* : pour les 5 conduits identiques des installations de dépoussiérage de l'atelier « converting », l'exploitant réalise à minima annuellement une mesure sur 1 des 5 conduits et fait en sorte qu'un conduit différent en fonctionnement soit analysé chaque année).

### TITRE 3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

#### CHAPITRE 3.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATION D'EAU

##### Article 3.1.1 Origine des approvisionnements en eau

Les dispositions de l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2017 sont complétées par :

##### Article 3.1.1.1 Réutilisation des eaux pluviales de toitures

L'exploitant est autorisé à utiliser les eaux pluviales de toiture non susceptibles d'être polluées pour alimenter en eau, en mélange avec les eaux pompées dans le lit filtrant de la Loire, la machine à papier et procéder au nettoyage de celle-ci.

Ces eaux sont stockées en mélange avec les eaux pompées dans le lit filtrant de la Loire dans un bassin maçonné d'une capacité de 12 000 m<sup>3</sup>. Les eaux de ce bassin ne peuvent être utilisées que pour les usages prévus par l'arrêté préfectoral du 10 mars 2017 complété par le présent arrêté.

Les canalisations transportant ces effluents sont efficacement repérées.

Un dispositif de mesure totalisateur est installé sur la (les) canalisation(s) de prélèvement des eaux de pluie afin que l'exploitant soit en capacité de justifier de la quantité d'eau de pluie envoyée vers le bassin maçonné. Ce dispositif est relevé dans les mêmes conditions (fréquence, enregistrement) que les installations de prélèvement visées à l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2017.

Les équipements d'utilisation des eaux de pluie doivent être conçus et réalisés, conformément aux règles de l'art, de manière à ne pas présenter de risque de contamination vis-à-vis des réseaux de distribution d'eau destinée à la consommation humaine.

##### Article 3.1.2 Adaptation des prescriptions en cas de sécheresse, plan de sobriété hydrique

Les dispositions de l'article 4.1.3 de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2017 sont remplacées par :

L'exploitant dispose d'un plan de sobriété hydrique. Ce plan est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Il est mis à jour annuellement.

Ce plan de sobriété hydrique comporte :

- a) un diagnostic précis de toutes les consommations d'eau des processus industriels et des autres usages (activités de laboratoire, usages domestiques, arrosages, lavage, etc.) et de l'ensemble des rejets associés,
- b) un positionnement par rapport aux meilleures techniques disponibles (MTD) et à l'état de l'art de la filière,
- c) les actions de réduction des prélèvements et de diminution des rejets qui ont été ou seront mises en place :
  - i) d'une part dans le fonctionnement courant de l'établissement, en dehors des périodes de sécheresse,
  - ii) d'autre part, de manière graduée en cas de mesures de restrictions imposées par le préfet, pour chacun des seuils de niveau d'alerte défini par le préfet en application des articles R.211-66 à R.211-70 du code de l'environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau.

Ces actions de réduction sont pérennes ou temporaires en cas de conditions climatiques critiques.

a) Le diagnostic doit déterminer :

- les caractéristiques des moyens d'approvisionnements en eau notamment type d'alimentation (captage en nappe, en rivière ou en canal de dérivation, raccordement à un réseau, provenance et interconnexion de ce réseau), localisation géographique des captages, nom du milieu prélevé, débits minimum et maximum des dispositifs de pompage ;
- les consommations d'eau des processus industriels et des autres usages (domestiques, arrosages, lavage) ;
- le bilan et les évolutions des consommations et/ou des rejets d'eau des années passées (depuis l'épisode de sécheresse de 2003) ;
- pour les sites concernés par un PTGE ou un PGRE, la disponibilité de la ressource (caractéristiques de la rivière ou canal de dérivation : état de la masse d'eau, débits caractéristiques... ; caractéristique de la nappe : état de la masse d'eau, porosité, perméabilité, niveaux piézométriques caractéristiques, temps de renouvellement...) et la compatibilité avec les volumes prélevables identifiés dans le cadre du PTGE ou PGRE ;
- les quantités d'eau indispensables aux processus industriels et notamment les débits minimums d'eau strictement nécessaires pour préserver l'outil de production et garantir la sécurité des installations ;
- les quantités d'eau nécessaires aux processus industriels mais dont l'approvisionnement peut être momentanément suspendu, ainsi que la durée maximale de cette suspension ;

- les quantités d'eau utilisées pour d'autres usages que ceux des processus industriels et, parmi elles, celles qui peuvent être suspendues ou reportées en cas de déficits hydriques ;
- les pertes dans les divers circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise.

b) La comparaison avec les meilleures techniques disponibles en termes de consommation d'eau, sur la base de valeurs de référence, afin de présenter les postes sur lesquels les besoins en eau ont été réduits au minimum, et les postes sur lesquels des efforts sont nécessaires (et les volumes d'eau correspondants).

c) Les actions de réduction des prélèvements et de diminution des rejets comportent a minima

- pour le fonctionnement courant :
  - les éventuelles dispositions de réduction des prélèvements et/ou des rejets mises en œuvre depuis 2003 ;
  - les évolutions prévisibles de process avec leurs incidences sur la consommation d'eau (quantité et qualité) ;
  - les actions qui seront réalisées, avec un échéancier, pour réduire les besoins en eau au minimum là où c'est encore nécessaire (sur la base des meilleurs techniques disponibles) ;
  - le renforcement de la surveillance des réseaux de prélèvements et de rejets : suppression des pertes dans les circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise, prévention des pollutions accidentelles, surveillance des installations de traitement des rejets ;
- en cas de situation hydrologique déficitaire, le détail des actions qui seront mises en œuvre sur le site, pour adapter les prélèvements dans la ressource ou le réseau de distribution au strict minimum et diminuer les rejets dans le milieu ou les stations d'épurations, pendant une période de temps limité et notamment :
  - les dispositions temporaires applicables en cas de sécheresse, graduées, si nécessaire, en fonction de l'accentuation du phénomène climatique (notamment par renforcement du recyclage de l'eau s'il existe, par modification de certains modes opératoires, par report de certaines activités, etc.) ;
  - les limitations voire les suppressions des rejets aqueux en cas de situation hydrologique critique, graduées, si nécessaire, en fonction de l'aggravation du phénomène climatique notamment des baisses de débit des cours d'eau récepteurs (notamment par écrêtement des débits de rejets, rétention temporaire des effluents, etc.) ;
  - les rejets minimums qu'il est nécessaire de maintenir pour le fonctionnement de l'installation ainsi que le débit minimum du cours d'eau récepteur pouvant accepter ces rejets limités ;

Ces actions seront mises en œuvre en cas de sécheresse justifiant un arrêté préfectoral de restriction d'usage, en application des articles R.211-66 à R.211-70 du code de l'environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau.



### Article 3.1.3 Localisation des points de rejets

Les dispositions de l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2017 sont remplacées par :

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejets qui présentent les caractéristiques suivantes

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	n° 1	n° 2, 3, 4 et 5	n°9	n° 6	n° 7	n° 8
Nature des effluents	Eaux résiduaires industrielles (eaux collectées lors de la fabrication et du nettoyage de l'outil de production)	eaux sanitaires et pluviales de toitures et voirie (parking)	eaux pluviales de toitures (bâtiments transformation et bobine, sauf travée raccordée côté « rue de Mâtel)	eaux pluviales de toitures et voirie (partie Sud)	eaux pluviales de toitures et voirie (Halls stockages et expéditions)	eaux pluviales du parking
Exutoire du rejet	réseau communal (unitaire)	réseau communal (unitaire)	Bassin de stockage 12 000 m <sup>3</sup> (réseau communal unitaire via point n°2 si débordement au niveau du trop plein du poste de relevage)	Réseau interne	Réseau interne	Réseau interne
Traitement avant rejet	Station de traitement à mettre en place si nécessaire			Séparateur d'hydrocarbures	Séparateur d'hydrocarbures	Séparateur d'hydrocarbures
Débit maximal moyen mensuel (m <sup>3</sup> /j)	600					
Débit maximal	1200					

journalier (m³/j)						
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	La Loire après passage par la station d'épuration de Roannais Agglomération	La Loire après passage par la station d'épuration de Roannais Agglomération	Bassin de stockage puis : - La Loire par débordement du bassin Ou - La Loire après passage par la station d'épuration de Roannais Agglomération si utilisation dans le process	Rivière de l'Oudan puis La Loire	Rivière de l'Oudan puis La Loire	Rivière de l'Oudan puis La Loire
Conditions de raccordement	Autorisation de déversement et convention de rejet					

#### TITRE 4 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS - EXÉCUTION

##### Article 4.1 Publicité

Conformément aux dispositions du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Roanne et peut y être consultée. Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de Roanne pendant une durée minimale d'un mois.

Le maire de Roanne fera connaître par procès-verbal, adressé à la Direction départementale de la protection des populations, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans la Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

##### Article 4.2 Délais et voies de recours (ART.514-6 du Code de l'environnement)

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de LYON, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

1° par la société SOFIDEL France SAS dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des installations présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratifs ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (Me. la préfète de la Loire - Direction départementale de la Protection des Populations - 10 rue Claudius Buard 42014 Saint-Étienne Cedex 2) et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

#### **Article 4.3 Exécution**

Le sous-préfet de Roanne, le Directeur départemental de la protection des populations de la Loire, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées, le maire de Roanne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Saint-Etienne, le 19 novembre 2025

Pour la Préfète et par délégation  
Le directeur départemental  
de la protection des populations

  
Pierre CABRIDENC

#### **Copie :**

- SOFIDEL France SAS
- Dreal UiD42
- Mairie de Roanne
- Sous-préfecture de Roanne
- Archives
- Chrono



Le présent document a été élaboré en collaboration avec les services concernés de la Direction régionale de l'énergie, de l'eau et de l'environnement de la région de la Capitale-Nationale. Il a pour but de fournir des renseignements généraux sur les aspects techniques, financiers et administratifs de la mise en œuvre d'un projet de développement durable. Les informations contenues dans ce document sont destinées à servir de guide et ne constituent pas une garantie de la réussite du projet. Les utilisateurs de ce document sont invités à consulter les services concernés pour obtenir des renseignements plus détaillés.

Le présent document est le résultat d'un travail collectif et ne peut être considéré comme une œuvre individuelle. Les auteurs de ce document sont les membres du comité de pilotage du projet de développement durable de la région de la Capitale-Nationale. Les utilisateurs de ce document sont invités à consulter les services concernés pour obtenir des renseignements plus détaillés.

Pour la Prétête et par délégation  
Le directeur départemental  
de la protection des populations  
Piaffe GABRIEL

Le présent document est le résultat d'un travail collectif et ne peut être considéré comme une œuvre individuelle. Les auteurs de ce document sont les membres du comité de pilotage du projet de développement durable de la région de la Capitale-Nationale. Les utilisateurs de ce document sont invités à consulter les services concernés pour obtenir des renseignements plus détaillés.